

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 18/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

HSWT (ex HYET SWEET)

Port 7516
7516 route de la Grande Hernesse
59820 Gravelines

Références : -

Code AIOT : 0007000481

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2024 dans l'établissement HSWT (ex HYET SWEET) implanté Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite aux échanges téléphoniques du 09/09 et du 11/09 au cours desquels l'Inspection a été informée de dépassements sur le paramètre MES.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HSWT (ex HYET SWEET)
- Port 7516 7516 route de la Grande Hernesse 59820 Gravelines

- Code AIOT : 0007000481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

HSWT est un établissement soumis à autorisation préfectorale (AP du 29/08/2023). Il est également SEVESO Seuil Bas. Son activité consiste en la synthèse d'aspartame.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.3.9.1	Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription	10 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des dépassements importants ont été constatés sur le paramètre MES et notamment pour les valeurs mesurées les 08, 09 et 10 septembre (valeurs mesurées les 8,9 et 10 septembre : 2480, 6678 et 10471 mg/l).

La valeur limite d'émission en MES n'est pas respectée. Le rejet de l'effluent au bassin maritime n'a pas été arrêté.

Au vu de ces constats, il est proposé à M. le Préfet de prendre, en application de l'article L.171-8.I du code de l'environnement, un arrêté préfectoral de mise en demeure imposant à l'exploitant de respecter la VLE (concentration et flux) du paramètre MES. Ce projet d'arrêté comprend des mesures d'urgence visant à interdire le rejet de l'effluent au bassin maritime jusqu'au respect de la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2023, article 4.3.9.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau		
Prescription contrôlée :		
L'exploitant est tenu de respecter sur le rejet n°2 après épuration sur la station biologique, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :		
. débit instantané 200 m ³ /h		
. débit journalier (24 heures) : 3 500 m ³ /j		
Débit de référence	Moyen journalier	Moyen journalier

Paramètre	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	125	420
DBO ₅	18	140
MES	35	122.5
Hydrocarbures totaux	3	10
Azote globale (NTK, NO ₂ , NO ₃)	60 (dont azote inorganique : 20)	210
Détergents anioniques	0.3	1
Sels dont :		
Chlorures	5 500	16 400
Sulfates	5 500	16400
Sodium	6 500	19 400

Constats :

Lors de l'échange téléphonique du 09/09/2024, l'exploitant a informé l'inspection d'un incident survenu, quelques jours auparavant, au niveau du clarificateur de la station de traitement des eaux. En effet, lors de la ronde du 01/09, l'opérateur a constaté que le bras du clarificateur était désaxé. La décision de le mettre à l'arrêt a alors été prise. Les jours qui ont suivi cet arrêt, les valeurs en MES montraient des dépassements (valeurs mesurées <120 mg/l) mais qui semblaient être revenues à une valeur inférieure à la valeur limite d'émission (VLE) le 07/09 (valeur mesurée de 26 mg/l pour une VLE de 35 mg/l). Or, le résultat du 08/09 a mis en évidence un dépassement important de la VLE en MES (valeur mesurée supérieure à 2000 mg/l).

Par courriel du 09/09, l'exploitant a transmis son plan d'action qui avait été présenté lors de l'entretien téléphonique. En effet, dès la connaissance de cette valeur, l'exploitant a mis en place un plan d'actions visant à revenir le plus rapidement possible à des valeurs conformes aux VLE.

Le 11/09, l'exploitant a informé l'Inspection que les résultats des MES continuaient d'être non-conformes et très largement supérieurs à la VLE (le 09/09 valeur mesurée en MES à 6678 mg/l et le 10/09 valeur mesurée à 10417 mg/l). L'Inspection s'est donc rendue sur site où il a pu être constaté que :

- le clarificateur était à l'arrêt,
- le rejet de l'effluent en sortie de station n'était pas arrêté.

Lors de cette inspection, l'exploitant a confirmé ce qu'il avait indiqué par téléphone, à savoir :

- afin d'essayer de maintenir les MES au niveau de la VLE, dès l'arrêt du clarificateur, une pompe a été ajoutée afin d'aspirer les boues présentes dans le fond du clarificateur ;
- 2 autres pompes ont ensuite été ajoutées le 05/09. Ces pompes sont régulièrement déplacées au niveau du clarificateur afin d'optimiser l'aspiration des boues. A noter que le débit de la fosse de relevage vers laquelle sont envoyées les boues limite le débit d'aspiration des boues (cf. débit de la fosse de relevage de 130 m³/h) ;
- ajout d'un floculant le 11/09 pour mieux capter les boues ;
- ajout de 2 nouvelles pompes prévues le 12/09 pour éviter le déplacement des pompes et ainsi avoir une meilleure répartition des cônes d'aspiration. Les pompes ne seront pas en

service toutes en même temps compte tenu du débit de la fosse de relevage ;

- démontage du bras du clarificateur pour expertise (date prévue pour l'expertise le 13/09) ;
- dans l'attente de la remise en service du clarificateur et de sa vidange, un by-pass de celui-ci va être réalisé et un flottateur va être installé. Cette solution a été proposée par la société Ovide (société spécialisée dans le traitement de l'eau) au vu des caractéristiques de l'effluent à traiter. En effet, la mise en place de filtres à sable ou filtres presse n'est pas adaptée ; ces équipements seraient rapidement colmatés. Les différentes sociétés contactées n'ont pas de flottateur disponible immédiatement (cf. la nécessité d'avoir un flottateur suffisamment dimensionné au regard du débit d'eau à traiter ajoute une contrainte supplémentaire - difficulté d'avoir un flottateur disponible). En conséquence, il n'est pas prévu qu'il puisse être installé avant une dizaine de jours. Il est prévu que ce flottateur soit installé et mis en place par la société de location. Le pilotage sera ensuite réalisé par les opérateurs HSWT.

A noter que l'exploitant se dit confiant dans le choix de la technique qui sera mise en place pour palier à l'arrêt du clarificateur. La mise en service de cet équipement doit permettre, selon l'exploitant, de respecter la VLE du paramètre MES (concentration et flux).

Des dépassements en DCO ont aussi été mesurés début septembre mais les valeurs mesurées sont à nouveau inférieures à la VLE depuis le 07/09. Un léger dépassement de l'azote global est également observé le 09/09 mais la valeur mesurée le 10/09 est conforme à la VLE.

En conséquence, il est constaté que :

- la VLE du paramètre MES n'est pas respectée en concentration et en flux. Le débit journalier moyen est de 1500 m³/j, ce qui donne un flux supérieur à la VLE qui est de 122.5 kg/j (flux estimé pour le 08/09 : 3.6 t, pour le 09/09 : 10 t et pour le 10/09 : 15.6 t)
- l'effluent continue d'être rejeté dans le bassin maritime.

Au vu de ces constats, il est proposé à M. le Préfet de prendre un arrêté préfectoral de mise en demeure assorti de mesures d'urgence en application de l'article L.171.8-I du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Remarque : il convient de tenir régulièrement l'Inspection informée de l'évolution de la situation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures d'urgence, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 10 jours